



HDIM.NGO/80/07  
25 September 2007

Mesdames, Messieurs, Excellences, Chères Collègues,

J'ai l'honneur d'intervenir au nom de Cojep International et j'aimerais tout d'abord présenter mes congratulations et mes remerciements au sujet de cette réunion devenue incontournable. J'aimerais aussi vous faire part de notre expérience de terrain depuis que cette année nous avons décidé de concentrer notre action dans le domaine de la lutte contre le Racisme et les Discriminations sur l'Incitation à la Haine Raciale et Religieuse et plus particulièrement sur une forme d'intolérance qui prend de plus en plus d'importance au sein de nos sociétés et qui est appelé couramment l'Islamophobie, même si ce n'est pas le cas à l'OSCE, notamment en organisant un certain nombre de colloques tournant autour de cette question.

Au cours de ces groupes de travaux dont les plus importants ont eu lieu à l'Unesco, à l'Office des Nations Unies à Genève et au Conseil de l'Europe nous avons constatés qu'il était très difficile et autant incomplet de traiter d'un tel sujet sans s'intéresser aux phobies religieuses en générale. Cela même si l'Islamophobie reste notre sujet de préoccupation majeur. A ce titre nous vous invitons tous au Side Event qui aura lieu aujourd'hui dans cette salle de 13.15 à 14.45 dans lequel nous allons aborder le sujet de « la lutte contre la Discrimination et l'Intolérance envers les Musulmans et l'Education » avec certains des plus éminents spécialistes de la question.

Outre la peur d'un groupe de citoyens croyants ou non vis-à-vis d'un autre groupe de citoyens, nous avons établis la constatation que ce sujet qui traite des relations interreligieuses s'inscrit dans un rapport de force entre les civilisations. Le territoire européen est composé des représentants de différentes croyances qui ne sont pas forcément des représentants actifs de leurs civilisations d'origines ou de leurs religions. Sachant que la xénophobie ne s'intéresse pas à ces détails, toute la société se trouve concernée par ce sujet qui demeure une menace première envers notre cohésion sociale et par conséquent pour la Paix en générale.

Nous exhortons chacune des parties à se remettre en question sur l'approche de l'autre en s'investissant dans la lutte contre ses propres préjugés en premier lieu. Le travail indispensable consiste à reconnaître que la plupart d'entre nous pour différentes raisons avons eu des préjugés. Par exemple, il est quasiment impossible de lutter efficacement contre l'islamophobie en compagnie de ses victimes potentielles si certaines d'entre elles présentent des préjugés christianophobes ou antisémites. Nous ne pouvons pas tricher dans ce combat, et cette analyse est valable pour chacune des parties de manière égale.

La société civile doit s'inscrire dans cette lignée avec une grande écoute du terrain. Mais le poids de la société civile restera toujours insignifiant si la société politique et les médias ne s'inscrivent pas dans ce combat à ses côtés. Nous félicitons les institutions internationales qui ont pris actes pour la plupart d'entre elles de la montée de l'islamophobie. Les musulmans font partie intégrante de l'Europe, n'oublions pas qu'ils ont été de la reconstruction de notre continent. On leur doit le même respect qu'à toutes les entités qui en font sa richesse. Les attitudes et réflexes communautaires attisent la peur et confortent les préjugés. C'est pourquoi, nous devons ouvrir la page de la clarté et prendre part de toute évidence à la vie de notre société par le biais de la participation démocratique. Toutefois, les opportunités de la participation doivent être données par les détenteurs du pouvoir avec équilibre et égalitarisme envers tous les citoyens. Il s'agit là de garantir la place de la diversité culturelle qui reste une arme incontournable pour la Paix de nos territoires.

Chacun d'entre nous ne s'identifie pas forcément par sa religion ou ses croyances. Notre approche de l'intolérance ne doit exclure aucun individu ou groupe d'individus. Il ne peut y avoir une échelle des intolérances ou des statuts graduels d'intolérances qui seraient une perversion de notre lutte contre la Xénophobie. La croyance du citoyen doit au plus être un critère positif pour les Etats dans leur rapport à la société.

Nous devons pour finir être à l'écoute des détresses de toutes les composantes de notre société afin de n'exclure personne qu'elle que soit ses croyances, ses orientations ou ses opinions. 2008 sera pour nous l'année de la lutte contre les préjugés à travers tous notre réseau européen. Dans un contexte de mondialisation évident, nous espérons être un des acteurs de la mondialisation par le bas qui sous entend une collaboration internationale incluant la société civile pour la défense de nos valeurs communes, de la Paix, des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Lutte contre la Xénophobie entre autres.

Nous remercions l'OSCE et la Présidence Espagnole pour l'intérêt qu'ils ont montré à l'égard de ce combat. L'ODIHR pour toutes les organisations auxquelles elle a contribué et souhaitons désormais que toutes les bonnes paroles soit transformés en actes concrets.